

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ**

Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société Nouvelle SOGEPIERRE
4 RD 971
21400 CHAMESSON

Site de Buxy et Montagny-les-Buxy
Lieux-dits « Les Chaumes » et « La Chaume »

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

DCL / BENV / 2019 - 304 - 1

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L171.8, L516.1, R516.1, R516.2,

VU l'arrêté préfectoral n° 09-04605 du 19 octobre 2009 autorisant la société LES PIERRES BOURGUIGNONNES à exploiter une carrière sur le territoire des communes de Buxy et Montagny-les-Buxy, lieux-dits « Les Chaumes » et « La Chaume », pour une durée de 20 ans,

VU l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2016-190-1 du 8 juillet 2016 autorisant le changement d'exploitant au profit de la Société Nouvelle SOGEPIERRE,

Considérant que conformément aux termes de l'article 1.6.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009, le détenteur de l'autorisation de la carrière se devait d'adresser au préfet un document attestant du renouvellement des garanties financières trois mois avant leur date d'échéance,

Considérant qu'à ce jour, ce document n'a pas été fourni, alors qu'il est exigible depuis le 18 juillet 2019,

Considérant que les délais imposés ne sont pas respectés,

Considérant le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 16 octobre 2019,

Considérant le courrier de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant en date du 16 octobre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier susvisé ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE**ARTICLE 1er**

La Société Nouvelle SOGÉPIERRE dont le siège social est 4 RD 971- 21400 CHAMESSON, est mise en demeure d'adresser au préfet, sous un délai de quinze jours, le document attestant du renouvellement des garanties financières requis à l'article 1.6.4 de l'arrêté préfectoral n° 09-04605 du 19 octobre 2009, pour sa carrière située sur les communes de Buxy et Montagny-les-Buxy, lieux-dits « Les Chaumes » et « La Chaume ».

ARTICLE 2

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 171.8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON (21000) sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télerecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 - EXECUTION ET COPIES

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. les maires de Buxy et Montagny-les-Buxy, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le chef de l'unité départementale de la DREAL à Mâcon.

Mâcon, le 31 OCT. 2019

Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT